



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la coordination et de  
l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Metz, le **21 JAN. 2025**

Affaire suivie par Mme Brigitte Becker

[brigitte.becker@moselle.gouv.fr](mailto:brigitte.becker@moselle.gouv.fr)

03 87 34 88 94

**Lettre recommandée avec AR 2C 115 008 8142 6**

Monsieur le directeur,

Par lettre du 22 novembre 2024, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté mettant en demeure votre société Élysée Cosmétiques de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Folkling.

Sans observation de votre part dans le délai imparti, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Richard Smith

Monsieur Ramdane Mansoura  
Directeur  
Elysée Cosmétiques  
ZI technopôle Sud  
BP 90008  
57600 Forbach



**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 34**

du **21 JAN. 2025**

**mettant en demeure la société Élysée Cosmétiques de respecter certaines prescriptions pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Folkling**

Le préfet de la Moselle,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-23 du 22 janvier 2001 autorisant la société Élysée Cosmétiques à continuer l'exploitation d'une usine de fabrication de produits cosmétiques sur le site du Technopôle de Forbach-Sud à Folkling ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 25 octobre 2024 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 22 novembre 2024 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** l'absence de réponse formulée par la société Élysée Cosmétiques dans le délai imparti ;

**Considérant** que la société Élysée Cosmétiques est tenue de respecter les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2001 ;

**Considérant** que lors de l'inspection réalisée le 14 août 2024, l'inspection constate que les volumes d'eau totaux prélevés par l'installation sur le réseau communal de la ville de Folkling sont de 31 071 m<sup>3</sup> en 2018, 32 267 m<sup>3</sup> en 2019, 43 291 m<sup>3</sup> en 2021, 49 144 m<sup>3</sup> en 2022 et 52 163 m<sup>3</sup> en 2023 ;

**Considérant** par conséquent que l'exploitant prélève un volume annuel maximal d'eau supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> depuis plusieurs années ;

**Considérant** de fait, que les prescriptions relatives à l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2001 susmentionné ne sont pas respectées ;

**Considérant** que cette non-conformité est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société Élysée Cosmétiques, dont le siège social est situé sis ZI Technopôle Forbach Sud, BP 90008 à Forbach (57601), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations implantées sur le site du Technopôle de Forbach Sud à Folkling.

### Article 2 :

La société Élysée Cosmétiques est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 18.1 de l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-23 du 22 janvier 2001, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

#### Article 18.1 de l'arrêté préfectoral n°2001-AG/2-23 du 22 janvier 2001 :

*« L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. L'économie d'eau sera un facteur de choix prépondérant pour les nouveaux investissements.*

*Les besoins en eau potable et industrielle pour les sanitaires, le procédé de fabrication et les eaux d'extinction seront entièrement couverts par le réseau public d'eau de la zone industrielle.*

*La consommation annuelle n'excédera pas 15 000 m<sup>3</sup> en situation normale ».*

### Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Élysée Cosmétiques et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Folkling.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire-général,

Richard Smith

### Délais et voies de recours :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.